



Manifestation au congrès de l'Association des prospecteurs et développeurs (PDAC) de 2022 à Toronto. Source : Val Croft

## Points forts des réalisations de l'année 2022

### *Campagnes internationales – Tenir les intervenants de l'État et des entreprises canadiens responsables de leurs activités à l'étranger*

#### ***Mettre à nu les dangers que pose la mine de cuivre et d'or de Dundee dans les páramos de l'Équateur***

À la demande des communautés touchées par l'exploitation minière dans le sud de l'Équateur, Mines Alerte a chargé des experts indépendants, Terrae, de revoir l'Étude d'impact sur l'environnement (ÉIA) du projet Loma Larga, qui doit être construit dans des zones humides de haute altitude, ou páramos. Terrae a qualifié le projet de véritable bombe à retardement, compte tenu le rôle central que jouent les páramos dans le stockage et la distribution de l'eau dans toute la région. En septembre, Mines Alerte s'est rendu en Équateur pour partager les conclusions de Terrae avec les collectivités concernées. Nous avons publié un sommaire du rapport en anglais et en espagnol. Nous avons conçu une brochure pour diffuser les principales préoccupations et nous avons émis un communiqué de presse pour attirer l'attention des médias internationaux sur cette question.

#### ***Les Nations Unies braquent leurs projecteurs sur les déversements toxiques de la mine Veladero en Argentine***

À la suite d'un appel par Asamblea Jáchal No Se Toca, un groupe local de Jáchal, en Argentine, le rapporteur spécial de l'ONU sur les substances toxiques et les droits de la personne a publié une lettre aux côtés de plusieurs autres instances de l'ONU exprimant ses inquiétudes au sujet des déversements de produits toxiques à la mine Veladero de Barrick Gold. Nous avons dressé un calendrier en anglais et en espagnol pour documenter les déversements et la résistance de la communauté.

Nous avons publié un communiqué de presse sur les lettres et nous avons obtenu une couverture dans le Financial Post, ce qui a éventuellement obligé Barrick Gold à réagir.

#### ***Défendre les intérêts des communautés indonésiennes face à Baru Gold***

En 2022, les femmes de la petite île indonésienne de Sangihe ont remporté une importante bataille juridique contre la société canadienne Baru Gold, lorsque les tribunaux indonésiens ont suspendu le permis environnemental de la mine en raison de l'absence de consultation. Nous avons émis un communiqué de presse pour attirer l'attention sur cette importante victoire et nous avons publié un suivi lorsque Baru Gold a ignoré l'ordonnance du tribunal et poursuivi ses activités. Nous avons rédigé une lettre ouverte au PDG dénonçant le non-respect par Baru de la décision de la cour et soulevant des inquiétudes quant à son intention d'exploiter une mine à ciel ouvert par lixiviation en tas sur une île aussi petite.

#### ***Empêcher l'exploitation des grands fonds marins***

Cette année a été marquée par des avancées majeures dans la lutte contre l'exploitation minière des fonds marins (EMFM), plusieurs pays demandant désormais une interdiction, un moratoire ou une pause de précaution sur l'EMFM dans les eaux internationales. Mines Alerte a joué un rôle de premier plan en plaidant pour que le Canada suive le mouvement. En collaboration avec Oceans North, nous

avons collecté 4 000 signatures sur une pétition que nous avons présentée au Parlement en mars. Nous avons corédigé un article pour Options politiques. Nous avons participé à plusieurs webinaires. Nous avons lancé un nouveau site Web [StopDeep-SeaMining.ca](http://StopDeep-SeaMining.ca) et nous avons soutenu la réalisation de deux courts métrages décrivant les dangers que pose l'EMFM. Nous sommes devenus l'une des principales voix sur cette question dans les médias canadiens.

### **Documenter les expulsions forcées à la mine North Mara de Barrick Gold en Tanzanie**

En septembre, Mines Alerte s'est rendu en Tanzanie pour rencontrer les com-

## **L'efficacité de la réglementation au Canada – Renforcer les lois qui visent à faire respecter les normes environnementales, sociales et économiques.**

### **Promouvoir un mécanisme obligatoire de diligence raisonnable en matière de droits de la personne et d'atteinte à l'environnement au Canada**

Sur la base d'un modèle de législation sur la diligence raisonnable que Mines Alerte a contribué à rédiger en tant que membre du Comité directeur du Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE), le député Peter Julian a déposé le Projet de loi C-262 en mars. Il s'agit d'un Projet de loi d'initiative parlementaire qui exige que les entreprises canadiennes évaluent le risque de violation des droits de la personne et d'atteinte à l'environnement tout au long de leurs opérations et de leurs chaînes d'approvisionnement et qu'elles prennent des mesures pour empêcher que des abus ne se produisent. En cas de préjudice, le Projet de loi provisoire permettrait aux victimes d'accéder aux tribunaux canadiens pour obtenir justice et réparation. CPAC a diffusé notre déclaration et nous avons été cités dans les principaux médias du Canada. En 2022, avec le RCRCE, nous avons suivi l'évolution du Projet de loi S-211 sur l'esclavage moderne, dénonçant le fait que ce Projet de loi ne prévoyant qu'une obligation de signalement causera en réalité des torts et soulignant la nécessité d'une législation forte et obligatoire de diligence raisonnable.

### **Cartographie du boom minier au Québec et appel à un moratoire**

Avec la coalition Québec Meilleure Mine, cofondée par Mines Alerte, nous avons contribué à cartographier le boom minier qui se produit dans le sud-est et le sud-ouest du Québec. Nous soutenons dix régions québécoises représentant 162 municipalités qui demandent au gouvernement provincial de déclarer un moratoire sur les nouveaux titres miniers et de revoir la Loi sur les mines ainsi que ses directives pour la désignation de « Territoires incompatibles avec l'activité minière ».

### **Lutte contre le « privilège de polluer » et l'abaissement des normes sur le nickel au Québec**

En février, nous avons soumis des commentaires au ministère de l'Environnement du Québec pour lui faire part de notre forte opposition à une proposition

## **Construction d'un mouvement – Travailler en solidarité pour opérer un changement**

### **Lutte pour la désappropriation des eskers au Québec**

En mai, nous avons envoyé une demande officielle à la ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles du Québec pour révoquer les 5 161 titres miniers sur les eskers de la région de l'Abitibi-Témiscamingue, afin de protéger la qualité exceptionnellement pure de l'eau et de sauvegarder les espèces végétales et animales qui dépendent de ces structures géologiques uniques. Nous avons profité de notre présence au Forum Esker 2022 pour attirer l'attention sur cette question, qui en avait bien besoin, et nous avons lancé la campagne « N'exploitez pas nos eskers. Nous continuons à renforcer un mouvement régional exigeant une réforme de la Loi sur les mines du Québec afin de permettre au gouvernement de révoquer des titres miniers dans l'intérêt public.

### **Établir des liens transfrontaliers entre ceux qui protègent l'eau de la Pan American Silver**

En mai, Mines Alerte s'est rendu au Guatemala pour le premier Regional Sum-

munautés touchées par la mine North Mara de Barrick Gold. Nous avons publié un rapport détaillant les graves violations des droits de la personne, notamment les hauts niveaux d'actes de violence de la part de la police de la mine et les expulsions forcées du peuple autochtone Kuria voisin. À l'occasion du lancement du rapport, nous avons émis un communiqué de presse ainsi qu'un communiqué de suivi en octobre, après qu'une action en justice ait été intentée contre Barrick Gold devant les tribunaux de l'Ontario. Nous avons lancé un nouveau site Web pour fournir un contexte important à la dernière action en justice, ce qui nous a permis d'obtenir une large couverture médiatique dans le Financial Post, le Globe and Mail, et d'autres journaux.

visant à affaiblir les normes en matière de qualité de l'air pour le nickel. En avril, contre l'avis de 18 services de santé publique québécois, de la ville de Québec et de plusieurs organisations citoyennes et environnementales, la province a décidé de quintupler les émissions journalières de nickel autorisées et de ses composés cancérigènes. Nous avons émis un communiqué de presse conjoint avec Québec Meilleure Mine pour dénoncer cette décision et ses implications pour la santé publique.

### **Amélioration des lignes directrices des pratiques exemplaires en matière de sécurité de déchets miniers**

En mai, Mines Alerte et l'organisation américaine Earthworks ont publié une série de lignes directrices actualisées visant à optimiser la gestion des installations d'élimination des déchets miniers (bassins de résidus), dont les défaillances sont de plus en plus fréquentes et graves. Prenant appui sur la consultation avec plus de 200 parties prenantes et experts sur les cinq continents, la version révisée de « Safety First: Guidelines for Responsible Mine Tailings Management » montre qu'une norme de gestion des résidus dictée par l'industrie, soit le Global Industry Standard on Tailings Management, n'assurera pas la sécurité des communautés et des écosystèmes. Nous avons émis un communiqué de presse et nous avons obtenu une importante couverture médiatique sur le rapport mis à jour, qui a été approuvé par 157 scientifiques, peuples autochtones, organisations communautaires et société civile.

### **Soutenir les études d'impact menées par les Autochtones**

En guise de soutien à cinq Premières nations de l'Ontario, nous avons demandé au ministre Guilbeault de retirer le projet de mandat pour l'évaluation régionale dans la région du Cercle de feu et de relancer le processus avec les Premières nations en tant que partenaires à part entière dans le cadre d'un processus conçu conjointement. Nous avons lancé une campagne d'envoi de lettres pour réclamer une évaluation régionale complète et rigoureuse, conçue et mise en œuvre conjointement avec les Premières nations. Le gouvernement fédéral a entamé ce processus. Nous avons également aidé la Première nation de Long Point à demander au gouvernement du Québec les ressources nécessaires pour mener sa propre évaluation de l'impact cumulatif des activités de Sayona Mining sur son territoire.

mit of People Affected by Pan American Silver, un échange de quatre jours entre les communautés concernées par les opérations de l'entreprise au Guatemala et en Argentine. Nous avons coordonné la logistique pour la délégation argentine et dirigé le travail médiatique, ce qui a permis d'obtenir une large couverture de la déclaration conjointe du Sommet en Argentine et au niveau international. Nous avons publié un blogue pour faire ressortir les contradictions entre l'accent mis par American Silver sur l'exploitation minière pour la transition énergétique et ses antécédents de violation de l'autodétermination autochtone dans plusieurs sites miniers à la grandeur des Amériques, et pour soutenir les alliés qui ont porté ces préoccupations à l'assemblée annuelle des actionnaires de l'entreprise.

### **Aller en cour pour soutenir la contestation juridique de la nation Gitxaala contre le système « de libre entrée » de la Colombie-Britannique**

La Première nation Gitxaala a déposé un recours juridique sans précédent contre le régime de jalonnement des concessions minières de la province, qui date

de l'ère coloniale et qui est fondé sur le principe de « libre entrée ». La Colombie-Britannique n'a fait aucun progrès visible dans la modernisation de sa Mineral Tenure Act malgré son engagement pris dans le cadre de la Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act. Avec ses partenaires du BC Mining Law Reform Network, Mines Alerte a obtenu le statut d'intervenant dans cette contestation juridique historique, émettant un communiqué de presse le jour où les arguments ont été entendus au tribunal pour obtenir le droit de s'exprimer sur les questions d'intérêt public entourant la Mineral Tenure Act. L'affaire sera entendue par la Cour suprême de la Colombie-Britannique en avril 2023.

### **Établir des relations avec les communautés voisines de la mine de Barrick Gold en République dominicaine**

En novembre, le personnel de Mines Alerte s'est rendu en République dominicaine pour entendre les témoignages des personnes vivant à proximité de la mine Pueblo Viejo de Barrick Gold. L'énorme bassin de résidus miniers est plein, ce qui est extrêmement préoccupant pour la communauté située à seulement 500 mètres du barrage et pour toutes les autres personnes vivant en aval qui n'ont pas accès à un plan d'urgence en cas de défaillance du bassin de résidus. La délégation d'enquête, qui a duré sept jours a bénéficié d'une importante couverture médiatique locale et a constitué un espace essentiel en ce qui concerne la planification stratégique de

futures actions de défense des intérêts, et de soutien technique et juridique alors que l'entreprise prévoit de construire un deuxième bassin de résidus et que les communautés luttent pour être relogées dans le respect des droits de la personne et de leur dignité.

### **Dénoncer l'écoblanchiment lors du plus grand congrès minier du monde**

En juin 2022, nous avons coordonné notre action avec celles de nos alliés lors de la conférence annuelle de l'Association canadienne des prospecteurs et des entrepreneurs (ACPE) qui se tenait à Toronto, afin d'amplifier la voix des communautés prises dans le collimateur de l'exploitation minière des métaux de la transition énergétique. Nous avons traduit une déclaration du Governing Council of the Shuar Arutam People (PHSA) dénonçant Solaris Resources pour s'être servi de l'ACPE afin de promouvoir son projet Warintza en dépit de l'opposition de la communauté. Nous avons émis un communiqué de presse après que l'ambassadrice canadienne en Équateur, Sylvie Bédard, a été applaudie pour ses efforts visant à promouvoir le consentement des peuples autochtones tout en développant considérablement l'exploitation minière dans le pays, à un moment où les membres de la Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur faisaient l'objet d'une répression violente.

## **Communications et défense des intérêts – Livrer le mot, renforcer la crédibilité, assurer la pertinence**

### **Répondre à la Stratégie canadienne sur les minéraux critiques par une analyse et une vision claire**

En décembre, le Canada a publié sa Stratégie sur les minéraux critiques qui se veut être une feuille de route pour assurer la sécurité des métaux de la transition énergétique au niveau national. En l'examinant en détail, nous n'y avons trouvé que le « statu quo », une occasion de donner plus d'argent public aux sociétés minières pour encourager l'exploration et le développement des minéraux malgré des décennies de déréglementation environnementale. Nous avons affiché et diffusé notre position, ce qui nous a permis d'obtenir une large couverture médiatique nationale.

### **Maintenir notre réputation d'interlocuteur privilégié des médias canadiens sur les questions minières**

Depuis vingt-deux ans Mines Alerte documente les torts causés par les sociétés minières canadiennes, fournit d'importantes analyses contextuelles, est solidaire des communautés touchées et articule des réformes indispensables. Ainsi, Mines Alerte s'est forgé une solide réputation de porte-parole fiable et bien informé sur les questions liées à l'une des industries les plus puissantes du Canada. Cette année, nous avons été interviewés pour plus de 150 articles vidéo et imprimés à travers le Canada et le monde et nous avons fourni des informations contextuelles pour des dizaines d'autres.

### **Les membres en 2022**

1. L'Alliance de la Fonction publique du Canada
2. Alternatives North
3. Ami(e)s de la Terre
4. Bathurst Sustainable Development
5. Canadian Environmental Law Association (CELA)
6. Développement et Paix
7. L'Église Unie de Canada
8. Femmes autochtones du Québec
9. Fonds de justice sociale de Unifor
10. Fonds humanitaire des Métaux
11. Friends of the Stikine Society
12. Inter Pares
13. Kairos - initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
14. Mixedwood Forest Society
15. La Nation Innu
16. Nature Canada
17. Northwatch
18. Polaris Institute
19. Rivers Without Borders
20. Sierra Club of Canada
21. Société pour la nature et les parcs (SNAP)
22. Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
23. Le Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO)
24. Watershed Sentinel Educational Society
25. Yukon Conservation Society (YCS)

### **Le Conseil d'administration en 2022**

Co-Président(e)s : Elysia Petrone Reitberger, Thunder Bay, Ontario  
Donna Ashamock, Kitchenuhmaykoosib Inninuwug

Trésorier : Jean Symes, Ottawa, Ontario

Secrétaire : Esperanza Moreno, Montréal, Québec

Directeurs : Natalie Clifford, Halifax, Nouvelle-Écosse  
Justin Connidis, Kingston, Ontario  
Tracy Glynn, Fredericton, Nouveau-Brunswick  
Blaine Grinder, Tl'etinqox, British Columbia  
Tara Lamothe, Victoria, Colombie-Britannique  
Isabelle Ménard, Montréal, Québec  
Alexandra Pedersen, Kingston, Ontario  
Hilu Tagoona, Baker Lake, Nunavut

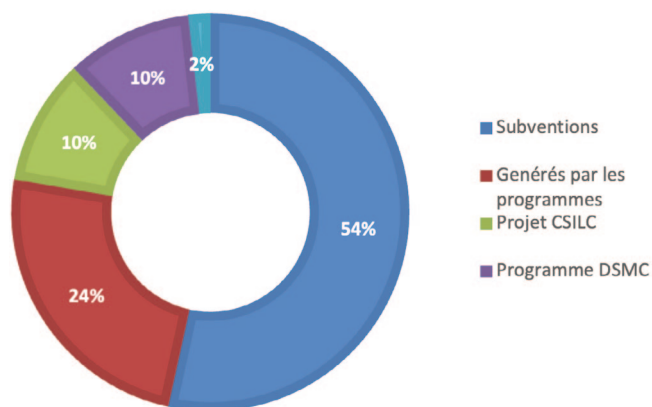
### **Le personnel en 2022**

- Catherine Coumans, coordonnatrice du programme d'Asie-Pacifique
- Val Croft, coordonnatrice aux communications
- Kirsten Francescone, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine (jusqu'à juin)
- Viviana Herrera, coordonnatrice du programme d'Amérique Latine (depuis juillet)
- Jamie Kneen, co-responsable du programme canadien
- Sasha Kazakova, coordonnatrice au développement des ressources et à l'administration (intérimaire)
- Rodrigue Turgeon, co-responsable du programme canadien

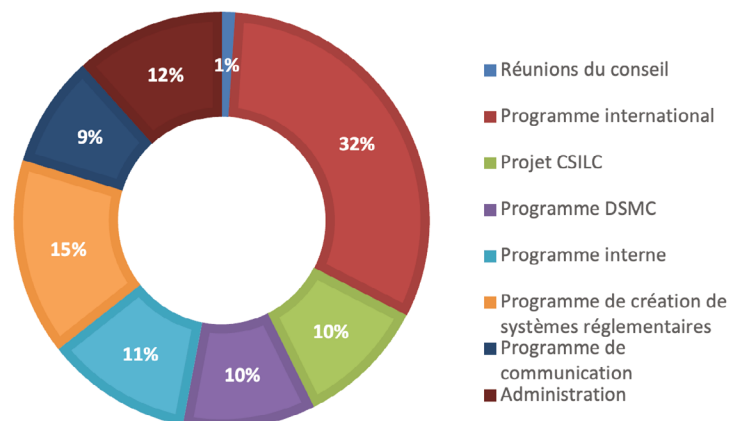
**MININGWATCH CANADA / MINES ALERTE CANADA**  
**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2022**

	2022	2021
<b>ACTIFS À COURT TERME</b>		
Encaisse	543 916 \$	398 293 \$
Investissements à court terme	118 298	118 298
Débiteurs	19 848	91 030
À recevoir de Canary Research Institute	173 279	131 903
Frais payés d'avance	14 277	13 084
	869 618	752 608
<b>IMMOBILISATIONS</b>		
	4 935	1 029
	874 553 \$	753 637 \$
<b>PASSIFS À COURT TERME</b>		
Créditeurs et charges à payer	69 188 \$	32 675 \$
Remises gouvernementales à payer	17 192	10 467
Revenu reporté	474 838	383 083
	561 218	426 225
<b>ACTIFS NETS</b>		
Fonds de réserve - intérieurement affectés	213 123	207 000
Fonds de défense juridique - intérieurement affectés	25 000	25 000
Actifs nets non affectés	75 212	95 412
	313 335	327 412
	874 553 \$	753 637 \$

**REVENUS**  
**1 206 807 \$**



**DÉPENSES**  
**1 220 884 \$**



(S'il vous plaît noter que les états financiers vérifiés sont disponibles séparément.)

**L'organisation remercie pour leur soutien les organisations suivantes :**

The 11th Hour Project of The Schmidt Family Foundation  
 Alliance de la Fonction publique du Canada  
 Boreal Songbird Initiative  
 Echo Foundation  
 L'Église Unie du Canada  
 Fidelity Gift Fund  
 Le fonds de justice sociale d'Unifor

Le fonds du Primat pour le secours et le développement mondial  
 Ford Foundation  
 Inter Pares  
 Vew Venture Fund  
 Syndicat canadien de la fonction publique  
 Western Organization of Resource Councils Education Project